



CHAPITRE 6

Loi sur la langue officielle

[Sanctionnée le 31 juillet 1974]

Préambule.

ATTENDU que la langue française constitue un patrimoine national que l'état a le devoir de préserver, et qu'il incombe au gouvernement du Québec de tout mettre en oeuvre pour en assurer la prééminence et pour en favoriser l'épanouissement et la qualité;

Attendu que la langue française doit être la langue de communication courante de l'administration publique;

Attendu que les entreprises d'utilité publique et les professions doivent l'employer pour communiquer avec la population et avec l'administration publique;

Attendu que les membres du personnel des entreprises doivent pouvoir, dans leur travail, communiquer en français entre eux et avec leurs supérieurs;

Attendu que la langue française doit être omniprésente dans le monde des affaires, particulièrement en ce qui concerne la direction des entreprises, les raisons sociales, l'affichage public, les contrats d'adhésion et les contrats conclus par les consommateurs;

Attendu qu'il importe de déterminer le statut de la langue française dans l'enseignement;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

TITRE I

LA LANGUE OFFICIELLE DU QUÉBEC

1. Le français est la langue officielle du Québec.

Langue officielle.

CHAPTER 6

Official Language Act

[Assented to 31st July 1974]

Preamble.

WHEREAS the French language is a national heritage which the body politic is in duty bound to preserve, and it is incumbent upon the government of the province of Québec to employ every means in its power to ensure the pre-eminence of that language and to promote its vigour and quality;

Whereas the French language must be the ordinary language of communication in the public administration;

Whereas the public utilities and the professional bodies must use it in communicating with the public and with the public administration;

Whereas the members of the personnel of business firms must, in their work, be able to communicate in French among themselves and with their superior officers;

Whereas the French language must be in use at every level of business activity, especially in corporate management and in firm names, on public signs, in contracts pre-determined by one party and in consumer contracts;

Whereas it is relevant to determine the status of the French language in instruction;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

TITLE I

THE OFFICIAL LANGUAGE OF QUÉBEC

1. French is the official language of the province of Québec.

Official language.

TITRE II

DISPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

Divergen-
ce d'inter-
prétation.

2. En cas de divergence que les règles ordinaires d'interprétation ne permettent pas de résoudre convenablement, le texte français des lois du Québec prévaut sur le texte anglais.

Interpré-
tation:
« minist-
tre »;

3. Dans la présente loi, on entend par:
a) « ministre », le ministre désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil;

« Régie »;

b) « Régie », la Régie de la langue française;

« règle-
ment ».

c) « règlement », tout règlement adopté en vertu de la présente loi par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Services,
etc.,
visés.

4. Sont énumérés en annexe les divers services de l'administration publique, les entreprises d'utilité publique et les corporations professionnelles visés par la présente loi.

TITRE III

STATUT DE LA LANGUE OFFICIELLE

But du
titre III.

5. Le présent titre règle les effets juridiques de l'article 1.

CHAPITRE I

LA LANGUE DE L'ADMINISTRATION
PUBLIQUELangue
des textes
officiels.

6. Doivent être rédigés en français les textes et documents officiels émanant de l'administration publique.

Textes,
etc.,
réputés
officiels.

7. Sont réputés officiels:
a) les textes et documents qui émanent de l'administration publique et que la loi déclare authentiques en raison de leur caractère public, notamment les écrits visés à l'article 1207 du Code civil;

b) les autorisations, les avis et les autres documents de même nature émanant de l'administration publique.

Version
anglaise.

8. Les textes et documents officiels peuvent être accompagnés d'une version

TITLE II

GENERAL PROVISIONS

2. Where any discrepancy cannot be satisfactorily resolved by the ordinary rules of interpretation, the French text of the statutes of Québec prevails over the English text.

Discrep-
ancy in
inter-
pretation.

3. In this act,
(a) "Minister" means the Minister designated by the Lieutenant-Governor in Council;

Interpre-
tation:
"Min-
ister";

(b) "Régie" means the *Régie de la langue française*;

"Régie";
"regula-
tion".

(c) "regulation" means any regulation made in virtue of this act by the Lieutenant-Governor in Council.

4. The various services of the public administration, the public utilities and the professional corporations contemplated by this act are listed in the Schedule.

Services,
etc.,
contem-
plated.

TITLE III

STATUS OF THE OFFICIAL LANGUAGE

5. This title governs the juridical effects of section 1.

Scope of
title III.

CHAPTER I

THE LANGUAGE OF THE PUBLIC
ADMINISTRATION

6. Official texts and documents emanating from the public administration must be drawn up in French.

Official
texts in
French.

7. The following are deemed official:
(a) texts and documents emanating from the public administration and declared authentic by law because of their public nature, particularly the writings contemplated in article 1207 of the Civil Code;

Texts,
etc.,
deemed
official.

(b) authorizations, notices and other documents of the same kind emanating from the public administration.

8. Official texts and documents may be accompanied with an English version; in

English
version.

anglaise; en pareil cas et sauf les exceptions prévues par la présente loi, seule la version française est authentique.

such a case, only the French version is authentic, subject to the exceptions provided in this act.

Textes officiels des organismes municipaux et scolaires.

9. Les organismes municipaux et scolaires dont au moins dix pour cent des administrés sont de langue anglaise et qui rédigent déjà leurs textes et documents officiels en anglais, doivent les rédiger à la fois en français et en anglais.

9. If at least ten per cent of the persons administered by a municipal or school body are English-speaking and it has been its practice to draw up its official texts and documents in English, it must draw them up in both French and English.

Official texts of municipal or school body.

Détermination.

Le titre IV précise la façon dont sont déterminés les organismes municipaux et scolaires susvisés.

Title IV specifies the manner in which the municipal and school bodies contemplated above are determined.

How determined.

Réduction de pourcentage par fusion.

Au cas de fusion réduisant à moins de dix pour cent le pourcentage prévu au premier alinéa, le présent article continue à régir l'organisme issu de la fusion, si l'acte constatant la fusion y pourvoit, pour la période fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Where an amalgamation or union reduces the percentage contemplated in the first paragraph to less than ten per cent, this section continues to govern the body resulting from the amalgamation or union, if the deed establishing it so provides, for the period determined by the Lieutenant-Governor in Council.

Reduction of percentage through amalgamation.

Communications avec autres gouvernements, etc. Choix.

10. L'administration publique doit utiliser la langue officielle pour communiquer avec les autres gouvernements du Canada et, au Québec, avec les personnes morales.

10. The public administration must use the official language to communicate with the other governments of Canada and, within the province of Québec, with moral persons.

Communication with other governments, etc.

Toute personne a le droit de s'adresser à l'administration publique en français ou en anglais, à son choix.

Every person may address the public administration in French or in English, as he may choose.

Option.

Désignation d'organismes.

11. Les organismes gouvernementaux sont désignés par leur seule dénomination française.

11. Government agencies shall be designated by their French names alone.

Government agencies.

Communication interne.

12. La langue officielle est la langue de communication interne de l'administration publique.

12. The official language is the language of internal communication in the public administration.

Internal communication.

Organismes municipaux et scolaires.

13. Le français et l'anglais sont les langues de communication interne des organismes municipaux et scolaires dont les administrés sont en majorité de langue anglaise.

13. French and English are the languages of internal communication in municipal and school bodies in which the majority of the persons administered are English-speaking.

Languages in municipal and school bodies.

Choix.

Ces organismes communiquent en français ou en anglais avec les autres gouvernements et avec les personnes morales.

Such bodies shall communicate in French or in English with other governments and with moral persons.

Option.

Détermination.

Le titre IV précise la façon dont sont déterminés les organismes municipaux susvisés.

Title IV specifies the manner in which the municipal and school bodies contemplated above are determined.

How determined.

Nomination à une fonction administrative.

14. Nul ne peut être nommé, muté ou promu à une fonction administrative dans l'administration publique s'il n'a de la

14. No one shall be appointed, transferred or promoted to an administrative office in the public administration unless

Knowledge for appointment, etc.

- langue officielle une connaissance appropriée à l'emploi qu'il postule.
- Normes. Cette connaissance doit être prouvée suivant les normes fixées par les règlements adoptés à cet égard par le lieutenant-gouverneur en conseil.
- Détermination de fonctions. Les fonctions susdites sont déterminées par les règlements visés au deuxième alinéa; ceux-ci peuvent cependant exclure de l'application du présent article les fonctions n'entraînant pas de contacts directs avec le public.
- Exception. Le présent article ne s'applique pas aux organismes visés à l'article 13.
- Intervention dans débats officiels. **15.** En assemblée délibérante dans l'administration publique, les interventions dans les débats officiels peuvent être faites en langue française ou en langue anglaise, au choix de ceux qui interviennent.
- Traduction des jugements. **16.** Le ministre de la justice doit faire en sorte que les jugements prononcés en anglais par les tribunaux soient traduits dans la langue officielle.
- Langue des contrats. **17.** Les contrats conclus au Québec par l'administration publique ainsi que les sous-contrats qui s'y rattachent doivent être rédigés dans la langue officielle; ils peuvent aussi être rédigés à la fois en français et en anglais ou, lorsque l'administration publique contracte avec l'étranger, à la fois en français et dans la langue du pays intéressé.
- his knowledge of the official language is appropriate to the employment sought.
- Standards. Such knowledge must be proved by application of the standards established by the regulations made to that effect by the Lieutenant-Governor in Council.
- Offices determined by regulations. The offices mentioned above shall be determined by the regulations contemplated in the second paragraph; those regulations may, however, exclude from the application of this section offices which do not entail direct contact with the public.
- Exception. This section does not apply to bodies contemplated in section 13.
- Option for remarks to chair. **15.** Remarks addressed to the chair at formal discussions held within the public administration may be made in the French language or in the English language, at the option of the persons addressing the remarks.
- Translation of judgments. **16.** The Minister of Justice must see to it that judgments pronounced by the courts in English are translated into the official language.
- Language of contracts. **17.** Contracts formed in the province of Québec by the public administration, and the related sub-contracts, must be drawn up in the official language; they may also be drawn up in both French and English, or, when the public administration contracts with a foreign party, in both French and the language of the interested country.

CHAPITRE II

CHAPTER II

LA LANGUE DES ENTREPRISES D'UTILITÉ PUBLIQUE ET DES PROFESSIONS

THE LANGUAGE OF PUBLIC UTILITIES AND PROFESSIONAL BODIES

- Services offerts en français. **18.** Les entreprises d'utilité publique et les corporations professionnelles doivent faire en sorte que leurs services soient offerts au public dans la langue officielle.
- Langue de communication avec administration publique. **19.** Les entreprises d'utilité publique et les corporations professionnelles doivent utiliser la langue officielle pour s'adresser à l'administration publique.
- Langue des avis, etc. **20.** Les entreprises d'utilité publique et les corporations professionnelles doivent
- Services offered in French. **18.** Public utilities and professional corporations must see to it that their services are offered to the public in the official language.
- Addressing public administration. **19.** Public utilities and professional corporations must use the official language when addressing the public administration.
- Notices, etc., in French. **20.** Notices, communications, forms and printed matter issued by public

émettre dans la langue officielle les avis, communications, formulaires et imprimés qu'elles destinent au public; le présent article s'applique également aux titres de transport.

utilities and professional corporations and intended for the public must be in the official language; this section also applies to passenger tickets and bills of lading.

Version anglaise.

Les textes et documents susdits peuvent néanmoins être accompagnés d'une version anglaise.

The texts and documents mentioned above may nevertheless be accompanied with an English version.

English version.

Connaissance d'usage du français pour permis.

21. Nulle corporation professionnelle ne peut délivrer un permis à une personne qui n'a pas une connaissance d'usage de la langue française déterminée suivant les normes établies à cette fin par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

21. No professional corporation shall issue a permit to a person who does not have a working-knowledge of the French language determined in accordance with the standards established for that purpose by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

Working-knowledge prior to issue of permit.

Permis temporaire.

22. Une corporation professionnelle peut toutefois délivrer un permis temporaire valable pour une période d'un an à une personne qui n'a pas la connaissance d'usage de la langue française requise suivant l'article 21. Elle ne peut renouveler un tel permis qu'avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, lorsque l'intérêt public le requiert.

22. A professional corporation may however issue a temporary permit valid for one year to a person who does not have the working-knowledge of the French language required in accordance with section 21. It shall not renew such a permit except with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, when the public interest requires it.

Temporary permit.

Permis restrictif.

23. Une corporation professionnelle peut délivrer à un citoyen canadien qui est membre d'une semblable corporation d'une autre province et qui n'a pas la connaissance d'usage de la langue française requise suivant l'article 21 un permis restrictif, qui autorise son détenteur à exercer sa profession exclusivement pour le compte d'un seul employeur dans une fonction ne l'amenant pas à traiter directement avec le public.

23. A professional corporation may issue, to a Canadian citizen who is a member of a similar corporation of another province and who does not have the working-knowledge of the French language required in accordance with section 21, a restrictive permit which authorizes its holder to practise his profession for the exclusive account of one employer in a function which does not lead him to deal directly with the public.

Restrictive permit.

CHAPITRE III

CHAPTER III

LA LANGUE DU TRAVAIL

THE LANGUAGE OF THE LABOUR FIELD

Avis, etc., en français.

24. Les employeurs doivent rédiger en français les avis, communications et directives qu'ils adressent à leur personnel.

24. Employers must draw up in French the notices, communications and directions addressed to their personnel.

Notices, etc., in French.

Version anglaise.

Les textes et documents susdits peuvent cependant être accompagnés d'une version anglaise lorsque le personnel est en partie de langue anglaise.

The texts and documents mentioned above may however be accompanied with an English version when the personnel are partly English speaking.

English version.

Langue des relations du travail.

25. Le français est la langue des relations du travail, dans la mesure et suivant les modalités prévues au Code du travail.

25. French is the language of labour relations, to the extent and in accordance with the terms and conditions provided in the Labour Code.

French in labour relations.

Certificats attestant programmes de francisation.

26. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourvoit, par règlement, à l'émission de certificats en faveur des entreprises, attestant qu'elles ont adopté et qu'elles appliquent un programme de francisation conformément aux articles 29 et 39 ou que la langue française y possède déjà le statut que ces programmes ont pour objet d'assurer.

26. The Lieutenant-Governor in Council shall, by regulation, provide for the issue of certificates to business firms attesting that they have adopted and are applying a francization program in accordance with sections 29 and 39 or that the status of the French language within their firms is already that envisaged by such programs.

Certificates attesting francization program.

Catégories d'entreprises.

Ces règlements établissent des catégories d'entreprises suivant leur genre d'activités, l'importance de leur personnel, l'ampleur des programmes à adopter et les autres éléments pertinents; ils déterminent aussi, pour chacune de catégories ainsi établies, la date à laquelle le certificat susdit devient exigible pour l'application de l'article 28.

Such regulations shall establish classes of business firms on the basis of their kinds of activities, the size of their personnel, the breadth of the programs to be adopted and other relevant particulars; they shall also determine, for each class so established, the date on which the certificates mentioned above become exigible for the application of section 28.

Class of business firms.

Demande d'élaboration de programme.

27. La Régie peut demander à toute entreprise qui ne possède pas le certificat visé à l'article 26 de procéder à l'élaboration et à l'implantation d'un programme de francisation.

27. The Régie may request any business firm which does not have the certificate contemplated in section 26 to take up the elaboration and implementation of a francization program.

Request to take up program.

Rapport au ministre.

La Régie doit faire chaque année au ministre un rapport des demandes qu'elle a ainsi faites et des mesures prises par les entreprises à la suite de ses demandes.

The Régie must each year make a report to the Minister of the requests it has so made and of the steps taken by the business firms pursuant to such requests.

Report to Minister.

Certificat requis pour obtenir primes, etc.

28. Outre les exigences de toute autre loi, les entreprises doivent posséder le certificat visé à l'article 26 pour avoir le droit de recevoir de l'administration publique, à compter de la date fixée conformément audit article, les primes, subventions, concessions ou avantages déterminés par les règlements, ou pour conclure avec le gouvernement les contrats d'achat, de service, de location ou de travaux publics aussi déterminés par les règlements.

28. In addition to the requirements of any other act, business firms must have the certificates contemplated in section 26 in order to be entitled to receive the premiums, subsidies, concessions or benefits from the public administration determined by regulation, or to make with the government the contracts of purchase, service, lease or public works also determined by regulation, from the date fixed in accordance with that section.

Certificates prerequisite for premiums, etc.

Certificats provisoires.

Ces règlements peuvent prévoir l'émission de certificats provisoires tenant lieu du certificat prévu au premier alinéa, en faveur d'entreprises qui se proposent d'adopter le programme de francisation susvisé, si elles démontrent qu'elles ont pris les dispositions voulues à cet effet.

Such regulations may provide for the issue of provisional certificates in lieu of the certificates provided for in the first paragraph to business firms which plan to adopt the francization program contemplated above if they show that they have made the required provisions to that effect.

Provisional certificates.

Portée du programme de francisation.

29. Les programmes de francisation que doivent adopter et appliquer les entreprises désireuses d'obtenir le certificat susdit doivent, compte tenu de la situation et de la structure de chaque entreprise, de son siège social et de ses filiales et succursales, porter notamment sur:

29. The francization programs which must be adopted and applied by business firms wishing to obtain the certificates mentioned above, must, while taking account of the situation and structure of each firm, of its head office and of its subsidiaries and branches, relate especially to:

Scope of francization programs.

a) la connaissance de la langue officielle que doivent posséder les dirigeants et le personnel;

b) la présence francophone dans l'administration;

c) la langue des manuels, des catalogues, des instructions écrites et des autres documents distribués au personnel;

d) les dispositions que doivent prendre les entreprises pour que les membres de leur personnel puissent, dans leur travail, communiquer en français entre eux et avec leurs supérieurs;

e) la terminologie employée.

Objectifs. Les programmes susdits doivent aussi rechercher les objectifs visés à l'article 39.

(a) the knowledge that the management and the personnel must have of the official language;

(b) the francophone presence in management;

(c) the language in which the manuals, catalogues, written instructions and other documents distributed to the personnel must be drawn up;

(d) the provisions that the business firms must make for communication in French by the members of their personnel, in their work, among themselves and with their superior officers;

(e) the terminology employed.

The programs mentioned above must also pursue the objectives contemplated in section 39.

Objectives.

CHAPITRE IV

LA LANGUE DES AFFAIRES

Langue des raisons sociales.

30. La personnalité juridique ne peut être conférée à moins que la raison sociale adoptée ne soit en langue française. Les raisons sociales peuvent néanmoins être accompagnées d'une version anglaise.

Modifications.

La modification des raisons sociales est soumise aux mêmes règles. Il en est de même de l'enregistrement des raisons sociales effectué en vertu de la Loi des déclarations des compagnies et sociétés (Statuts refondus, 1964, chapitre 272).

Noms propres, etc.

31. Peuvent figurer dans les raisons sociales, conformément aux autres lois, les noms propres ou les expressions formées de la combinaison artificielle de lettres, de syllabes ou de chiffres.

Raisons sociales françaises.

32. Les raisons sociales françaises doivent ressortir, ou à tout le moins figurer dans les textes et documents d'une manière aussi avantageuse que les versions anglaises.

Langue des contrats d'adhésion, etc.

33. Doivent être rédigés en français les contrats d'adhésion, les contrats où figurent des clauses-types imprimées ainsi que les bons de commande, les factures et les reçus imprimés.

En anglais sur demande.

Ces documents doivent cependant être rédigés en anglais lorsque le client ou la

CHAPTER IV

THE LANGUAGE OF BUSINESS

30. Juridical personality shall not be conferred unless the adopted firm name is in the French language. Firm names may nevertheless be accompanied with an English version.

Changes of firm names are subject to the same rules. The same applies to the registration of firm names effected in virtue of the Companies and Partnerships Declaration Act (Revised Statutes, 1964, chapter 272).

31. Proper names or expressions formed by the artificial combination of letters, syllables or figures may appear in firm names, in conformity with the law.

32. The French firm names must stand out or at least figure no less prominently in the texts and documents than their English versions.

33. Contracts pre-determined by one party, contracts containing printed standard clauses, and printed order forms, invoices and receipts must be drawn up in French.

Such documents must however be drawn up in English when the customer or the

French obligatory for firm name.

Changes of firm names.

Proper names, etc.

French firm names.

Contracts pre-determined by one party, etc.

English upon request.

personne qui adhère au contrat l'exige.

Inter-
prétation.

Tout contrat rédigé en français et en anglais est conforme au présent article. Au cas de contradiction entre les deux textes, l'interprétation la plus favorable au client ou à la personne qui adhère au contrat prévaut.

person who accedes to the contract so requires.

Every contract drawn up in French and English conforms to this section. In the case of contradiction between the two texts, the interpretation more favourable to the client or the person who accepts the contract prevails.

Interpre-
tation of
contract.

Étiqueta-
ge des
produits,
etc.

34. L'étiquetage des produits doit se faire en français, sauf dans la mesure prévue par les règlements; il en est de même des certificats de garantie et des notices qui accompagnent les produits, ainsi que des menus et cartes de vins.

34. Products must be labelled in French, except within certain limits provided by regulation; the same applies to the warranty certificates and directions supplied with products, and to menus and wine lists.

Products,
etc., to be
labelled
in French.

Infraction
et peine.

Quiconque contrevient au présent article est passible, sur poursuite sommaire intentée par le procureur général ou par une personne qu'il autorise, en outre des frais,

Every person who contravenes this section is liable, on summary proceedings instituted by the Attorney-General or by the person authorized by him, in addition to the costs,

Offence
and
penalty.

a) pour une première infraction, d'une amende d'au moins \$25 et d'au plus \$500, dans le cas d'un individu, et d'au moins \$50 et d'au plus \$1,000 dans le cas d'une corporation;

(a) for the first offence, to a fine of not less than \$25 nor more than \$500, in the case of an individual, and of not less than \$50 nor more than \$1,000 in the case of a corporation;

b) pour toute récidive dans les deux ans, d'une amende de \$3,000 dans le cas d'un individu, et de \$5,000, dans le cas d'une corporation.

(b) for any subsequent offence within two years, to a fine of \$3,000 in the case of an individual, and of \$5,000 in the case of a corporation.

Poursuites
som-
maires.

La deuxième partie de la Loi des poursuites sommaires s'applique à ces poursuites.

Part II of the Summary Convictions Act applies to such proceedings.

Proce-
dure.

Affichage
public,
etc.

35. L'affichage public doit se faire en français, ou à la fois en français et dans une autre langue, sauf dans la mesure prévue par les règlements. Le présent article s'applique également aux annonces publicitaires écrites, notamment aux panneaux-réclame et aux enseignes lumineuses.

35. Public signs must be drawn up in French or in both French and another language, except within certain limits provided by regulation. This section also applies to advertisements in writing, in particular to bill-boards and electric signs.

Public
signs,
etc.

Disposi-
tion non
applica-
ble.

36. L'article 35 ne s'applique pas aux annonces publicitaires paraissant dans des journaux ou périodiques publiés dans une autre langue que le français.

36. Section 35 does not apply to advertisements appearing in newspapers or periodicals published in a language other than French.

Provision
not to
apply.

Délai
pour se
confor-
mer.

37. Les propriétaires de panneaux-réclame ou d'enseignes lumineuses installés avant le 31 juillet 1974 disposent, à compter de ladite date, d'un délai de cinq ans pour se conformer à l'article 35.

37. Owners of bill-boards or electric signs erected before 31 July 1974 shall have a delay of five years from that date to comply with section 35.

Delay
for owners
to comply.

Enlève-
ment
d'annon-
ces.

38. Tout tribunal de juridiction civile peut, à la demande du procureur général

38. Any court of civil jurisdiction may on a demand brought by the Attorney-

Order for
removal,
etc.

formulée par voie de requête, ordonner que soient enlevés ou détruits dans un délai de huit jours à compter du jugement, les annonces, notamment les panneaux-réclame et les enseignes lumineuses, contraignant aux dispositions de la présente loi, et ce, aux frais des intimés.

Personne visée.

La requête peut être dirigée contre l'annonceur ou contre quiconque a placé ou fait placer l'annonce.

General by way of a motion, order the removal or destruction within eight days of the judgment, of any advertisement, particularly a bill-board or electric sign, which contravenes this act, at the expense of the respondent.

The motion may be directed against the advertiser or against whoever placed the advertisement or had it placed. Person affected.

Portée du programme de francisation.

39. Le programme de francisation adopté par toute entreprise désireuse d'obtenir le certificat visé aux articles 26 et 28 doit, compte tenu de la situation et de la structure de chaque entreprise, de son siège social et de ses filiales et succursales, porter en outre sur :

a) la raison sociale de l'entreprise;
b) la langue dans laquelle l'entreprise doit, dans le cours normal de ses affaires, répondre à ses clients et aux personnes qui s'adressent à elle;

c) la langue dans laquelle doivent être rédigés les avis, communications, certificats et formulaires destinés au public ou aux actionnaires ou membres de l'entreprise qui résident au Québec.

39. The francization program adopted by any business firm wishing to obtain the certificate contemplated in sections 26 and 28 must, while taking account of the situation and structure of each firm, of its head office and of its subsidiaries and branches, also relate to:

(a) the firm name of the business;
(b) the language in which the firm must carry on its day-to-day dealings with its customers and other persons;

(c) the language in which notices, communications, certificates and forms intended for the public, or for the shareholders or members of the firm resident in the province of Québec, must be drawn up. Scope of francization program.

CHAPITRE V

LA LANGUE DE L'ENSEIGNEMENT

Enseignement en français.

40. L'enseignement se donne en langue française dans les écoles régies par les commissions scolaires, les commissions scolaires régionales et les corporations de syndicats.

Enseignement continué en anglais.

Les commissions scolaires, les commissions scolaires régionales et les corporations de syndicats continuent de donner l'enseignement en langue anglaise.

Autorisation pour commencer, etc., l'enseignement en anglais.

Une commission scolaire, une commission scolaire régionale ou une corporation de syndicats actuelle ou future ne peut valablement prendre la décision de commencer, de cesser, d'accroître ou de réduire l'enseignement en langue anglaise à moins d'avoir obtenu l'autorisation préalable du ministre de l'éducation, lequel ne la donne que s'il est d'avis que le nombre d'élèves de langue maternelle anglaise relevant de la compétence de l'organisme le justifie; lorsqu'il s'agit de cesser ou de réduire cet ensei-

CHAPTER V

THE LANGUAGE OF INSTRUCTION

40. The language of instruction shall be French in the schools governed by the school boards, the regional school boards and the corporations of trustees. Language of instruction.

The school boards, regional school boards and corporations of trustees shall continue to provide instruction in English. English to be continued.

An existing or future school board, regional school board or corporation of trustees cannot validly decide to commence, cease, increase or reduce instruction in English unless it has received prior authorization from the Minister of Education, who shall not give it unless he considers that the number of pupils whose mother tongue is English and who are under the jurisdiction of such body warrants it; in the case of cessation or reduction of such instruction, the Minister shall

gnement, le ministre tient aussi compte, en donnant son autorisation, du nombre d'élèves autrement admissibles.

Indiens et Inuits. Néanmoins, la Commission scolaire du Nouveau-Québec peut donner l'enseignement, dans leurs langues, aux Indiens et aux Inuits.

Connaissance de la langue. **41.** Les élèves doivent connaître suffisamment la langue d'enseignement pour recevoir l'enseignement dans cette langue.

Français à défaut de connaissance suffisante. Les élèves qui ne connaissent suffisamment aucune des langues d'enseignement reçoivent l'enseignement en langue française.

Classe, etc., d'intégration. **42.** Il appartient à chaque commission scolaire, commission scolaire régionale et corporation de syndicats de déterminer la classe, le groupe ou le cours auquel un élève peut être intégré, eu égard à ses aptitudes dans la langue d'enseignement.

Tests pour vérifier connaissance suffisante. **43.** Le ministre de l'éducation peut cependant, conformément aux règlements, imposer des tests pour s'assurer que les élèves ont une connaissance suffisante de la langue d'enseignement pour recevoir l'enseignement dans cette langue. Il peut, le cas échéant, exiger qu'une commission scolaire, une commission scolaire régionale ou une corporation de syndicats révise l'intégration des élèves conformément aux résultats de ces tests.

Portée des tests. Ces tests doivent tenir compte des niveaux d'enseignement, y compris la maternelle, pour lesquels les demandes d'inscription sont faites, ainsi que de l'âge et du niveau de formation des candidats.

Appel au ministre. Les règlements doivent prévoir un appel au ministre qui doit, avant d'en disposer, prendre l'avis d'une commission de surveillance de la langue d'enseignement instituée à cette fin. La décision du ministre est sans appel.

Connaissance du français assurée par programmes. **44.** Les programmes d'études doivent assurer la connaissance de la langue française, parlée et écrite, aux élèves qui reçoivent l'enseignement en langue anglaise, et le ministre de l'éducation doit prendre les mesures nécessaires à cet effet.

Anglais langue seconde. Le ministre de l'éducation doit également prendre les mesures nécessaires pour

also take into account, when giving his authorization, the number of pupils otherwise qualified.

Nevertheless, the School Board of New Québec may provide instruction to the Indians and Inuits in their own languages.

41. Pupils must have a sufficient knowledge of the language of instruction to receive their instruction in that language.

Pupils who do not have a sufficient knowledge of any of the languages of instruction must receive their instruction in French.

42. It is the function of each school board, regional school board and corporation of trustees to determine to what class, group or course any pupil may be assigned, having regard to his aptitudes in the language of instruction.

43. The Minister of Education may however, in accordance with the regulations, set tests to ascertain that the pupils have sufficient knowledge of the language of instruction to receive their instruction in that language. He may, if need be, require a school board, regional school board or corporation of trustees to reassign the pupils on the basis of the results of those tests.

Such tests must take account of the levels of instruction, including kindergarten, for which the applications for enrolment are made, and of the age and previous education of the examinees.

The regulations must provide for an appeal to the Minister, who, before deciding the matter, must obtain the advice of a supervisory committee on the language of instruction established for that purpose. His decision is final.

44. The curricula must ensure that pupils receiving their instruction in English acquire a knowledge of spoken and written French, and the Minister of Education shall adopt the necessary measures to that effect.

The Minister of Education must also take the necessary measures to ensure

Indians and Inuits.

Sufficient knowledge.

French when knowledge insufficient.

School board, etc., to determine class, etc.

Tests to ascertain sufficient knowledge.

Scope of tests.

Appeal to Minister.

Curricula to ensure knowledge of French.

English as second language.

assurer l'enseignement de la langue anglaise, langue seconde, aux élèves qui reçoivent l'enseignement en langue française.

instruction in English as a second language to pupils whose language of instruction is French.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Avis seulement en français.

45. Les avis émanant de l'administration publique et dont une loi prescrit la publication en français et en anglais peuvent néanmoins être publiés uniquement en français.

45. Notices emanating from the public administration and required by law to be published in French and English may nevertheless be published only in French.

Notices in French only.

Publication dans journal français.

De même, les avis émanant de l'administration publique et dont une loi prescrit la publication dans un journal français et dans un journal anglais peuvent être publiés uniquement dans un journal français.

Similarly, notices emanating from the public administration and required by law to be published in a French newspaper and an English newspaper may be published only in a French newspaper.

Notices in French newspaper.

Règles non applicables.

Toutefois, ces règles ne s'appliquent pas aux organismes municipaux et scolaires visés à l'article 9. Au cas de fusion, le troisième alinéa dudit article 9 s'applique également au présent article.

These rules do not apply, however, to municipal and school bodies contemplated in section 9. In the case of an amalgamation or union, the third paragraph of such section 9 also applies to this section.

Rules not to apply.

Portée du titre IV.

Le titre IV précise la façon dont sont déterminés les organismes municipaux et scolaires susvisés.

Title IV specifies the manner in which the municipal and school bodies contemplated above are determined.

Scope of Title IV.

Qualité de la version française.

46. La version française des textes et documents visés par la présente loi doit ressortir, ou à tout le moins figurer d'une manière au moins aussi avantageuse que toute version dans une autre langue.

46. The French version of the texts and documents contemplated by this act must stand out, or at least figure no less prominently than any version in another language.

French version to stand out.

Cas où la version française prévaut.

47. Sous réserve de l'article 33, lorsque des textes peuvent ou doivent, en vertu de la loi, être rédigés à la fois en français et dans une autre langue, alors que la version française n'est pas la seule authentique, et qu'il y a divergence entre les deux versions sans qu'il soit possible de la résoudre au moyen des règles ordinaires d'interprétation, la version française prévaut sur l'autre.

47. Subject to section 33, where texts may or must by law be drawn up in both French and another language, the French version not being the only authentic one, and any discrepancy between the two versions cannot be satisfactorily resolved by the ordinary rules of interpretation, the French version prevails over the other.

French version to prevail.

Emprunts de prêteurs étrangers.

48. Les articles 6, 8, 17 et 47 ne s'appliquent pas aux emprunts contractés par l'administration publique auprès de prêteurs dont le domicile ou le siège social est situé hors du Canada, ni aux documents qui les autorisent, les constatent ou s'y rattachent, sans égard au lieu de la passation, de la signature ou de l'émission de ces contrats et documents.

48. Sections 6, 8, 17 and 47 do not apply to loans contracted by the public administration with a lender whose domicile or head office is situated outside Canada, nor to the documents authorizing or authenticating them or attached thereto, regardless of where such contracts and documents are entered into, signed or issued.

Provisions not to apply to loans with foreign lenders.

Usage
d'une
autre
langue.

Rien n'empêche l'emploi d'une langue en dérogation avec la présente loi afin de se conformer aux usages internationaux.

Nothing shall prevent the use of a language in derogation of this act where international usage requires it.

Use of
other
language.

TITRE IV

LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE ET D'EXÉCUTION

CHAPITRE I

LA RECHERCHE EN MATIÈRE LINGUISTIQUE — LES COMMISSIONS DE TERMINOLOGIE

Responsa-
bilité du
ministre.

49. Le ministre a pour responsabilité de développer la recherche en matière linguistique et de coordonner les activités de recherche en cette matière au Québec.

Commis-
sion de
termino-
logie.

50. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, instituer des commissions de terminologie, dont il détermine la composition et les modalités de fonctionnement, et les déléguer auprès des divers ministères et organismes de l'administration publique.

Mission.

51. Les commissions de terminologie ont pour mission de faire l'inventaire des mots techniques employés dans le secteur qui leur est assigné, d'indiquer les lacunes qu'elles trouvent et de dresser la liste des termes qu'elles préconisent, notamment en matière de néologismes et d'emprunts.

Conclu-
sion à la
Régie.

52. Dès leurs travaux terminés, les commissions de terminologie soumettent leurs conclusions à l'approbation de la Régie, qui doit veiller à la normalisation des termes employés.

Listes des
expres-
sions nor-
malisées.

Les expressions et les termes normalisés sont adressés aux ministres ou aux directions des organismes intéressés qui peuvent les entériner et en dresser la liste.

Emploi
obliga-
toire sur
publica-
tion.

53. Sur publication de la liste visée à l'article 52 dans la *Gazette officielle du Québec*, l'emploi des expressions et termes y figurant devient obligatoire dans les textes et documents émanant de l'administration publique, dans les contrats dont l'administration publique est partie ainsi

TITLE IV

MACHINERY FOR SUPERVISION AND ENFORCEMENT

CHAPTER I

LINGUISTICS RESEARCH — TERMI- NOLOGY COMMITTEES

49. It shall be the responsibility of the Minister to develop research in linguistics and to coordinate linguistics research in the province of Québec.

Responsi-
bility of
Minister.

50. The Lieutenant-Governor in Council may by regulation establish terminology committees, determine their composition and their terms and conditions of operation, and attach them to the various departments and agencies of the public administration.

Termini-
ology
commit-
tees.

51. The mandate of the terminology committees shall be to make an inventory of the technical expressions in use in the sector assigned to them, to indicate any lacunae that become apparent, and to prepare a list of the terms they recommend, particularly in the field of neologisms and borrowings.

Mandate.

52. Once their work has been completed, the terminology committees shall submit their conclusions to the Board for approval, and it must see to the standardizing of the usage of the terms.

Approval
of con-
clusions,
etc.

The standardized expressions and terms shall be forwarded to the ministers or to the managing officers of the interested agencies, and they may confirm them and prepare a list of them.

List of
standard-
ized ex-
pressions,
etc.

53. Upon publication in the *Québec Official Gazette* of the list contemplated in section 52, the use of the expressions and terms appearing in it shall become obligatory in texts and documents emanating from the public administration, in contracts to which the public adminis-

Use of
list obli-
gatory
upon pub-
lication.

que dans les ouvrages d'enseignement, de formation ou de recherche publiés en français au Québec et approuvés par le ministre de l'éducation.

tration is a party and in teaching manuals and educational and research works published in French in the province of Québec and approved by the Minister of Education.

CHAPITRE II

LA RÉGIE DE LA LANGUE FRANÇAISE

SECTION I

CRÉATION ET FONCTIONS DE LA RÉGIE

Institution.

54. Il est institué une Régie de la langue française.

Rôle.

55. La Régie a pour rôle:

a) de donner son avis au ministre sur les règlements prévus par la présente loi, à l'exception des règlements visés à l'article 43 qui doivent être soumis à l'examen du Conseil supérieur de l'éducation;

b) de veiller à la correction et à l'enrichissement de la langue parlée et écrite;

c) de donner son avis au gouvernement sur les questions que celui-ci lui soumet;

d) de reconnaître, pour l'application des articles 9, 13 et 45, les organismes municipaux et scolaires visés à l'article 9 ou à l'article 13;

e) de mener les enquêtes prévues par la présente loi afin de vérifier si les lois et les règlements relatifs à la langue française sont observés;

f) de donner son avis au ministre sur l'attribution, par le ministre, des crédits destinés à la recherche en linguistique et à la diffusion de la langue française;

g) de collaborer avec les entreprises à l'élaboration et la mise en oeuvre de programmes de francisation;

h) de délivrer les certificats visés aux articles 26 et 28;

i) de normaliser le vocabulaire utilisé au Québec et d'approuver les expressions et les termes recommandés par les commissions de terminologie.

Pouvoirs.

56. La Régie peut:

a) solliciter des avis, recevoir et entendre les requêtes et suggestions du public concernant le statut de la langue française;

CHAPTER II

THE "RÉGIE DE LA LANGUE FRANÇAISE"

DIVISION I

ESTABLISHMENT AND FUNCTIONS

54. A Régie de la langue française is established. *Régie established.*

Functions.

55. The functions of the Régie are:

(a) to give its opinion to the Minister on the regulations provided for by this act, except those contemplated in section 43 which must be submitted for study to the Superior Council of Education;

(b) to see to the correction and enrichment of the spoken and written language;

(c) to advise the government on questions submitted by it to the Régie;

(d) to recognize, for the purposes of sections 9, 13 and 45, the municipal and school bodies contemplated in section 9 or in section 13;

(e) to conduct the inquiries contemplated by this act in order to ascertain whether the statutes and regulations regarding the French language are observed;

(f) to advise the Minister on the allocation by him of appropriations to linguistics research and to the dissemination of the French language;

(g) to cooperate with business firms in elaborating and implementing francization programs;

(h) to issue the certificates contemplated in sections 26 and 28;

(i) to standardize the usage of vocabulary in the province of Québec and to approve the expressions and terms recommended by the terminology committees.

Powers.

56. The Régie may:

(a) solicit opinions and receive and hear petitions and suggestions from the public regarding the status of the French language;

b) soumettre au ministre des recommandations sur toute question concernant la langue française;

c) faire effectuer les études et recherches qu'elle juge utiles ou nécessaires à l'accomplissement de sa tâche;

d) moyennant l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, se donner des règlements internes;

e) établir par règlement les services et les comités nécessaires à l'accomplissement de sa tâche;

f) avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure des ententes avec tout autre organisme ou tout gouvernement afin de faciliter l'application de la présente loi.

(b) submit recommendations to the Minister on any matter regarding the French language;

(c) have any study or research done which it considers expedient or necessary for the attainment of its purposes;

(d) subject to approval by the Lieutenant-Governor in Council, adopt internal by-laws;

(e) establish by by-law the services and committees necessary for the attainment of its purposes;

(f) with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, make agreements with any other agency or government to facilitate the application of this act.

Concours des services.

57. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire les mesures que les services de l'administration publique doivent prendre pour apporter leur concours à la Régie.

57. The Lieutenant-Governor in Council may prescribe, by regulation, the measures by which the services of the public administration must lend their assistance to the Régie. Assistance by services.

Soumission à la Régie.

58. Les entreprises qui adoptent un programme visé aux articles 29 et 39 le soumettent à la Régie.

58. Business firms which adopt a program contemplated in sections 29 and 39 shall submit it to the Régie. Submission of program.

Approbation de la demande.

Si la Régie est d'avis que le programme est suffisant pour la réalisation des objectifs recherchés et que l'entreprise l'applique efficacement, elle transmet la demande au ministre pour son approbation.

If the Régie considers that the program is adequate to the desired objectives and that it is being effectively applied by the firm, it shall forward the application to the Minister for his approval. Approval of application.

Recommandations.

Si elle est d'avis que le programme n'est pas suffisant ou que l'entreprise ne l'applique pas efficacement, elle doit faire des recommandations au ministre sur les améliorations qu'elle juge nécessaires.

If it considers that the program is inadequate or that it is not being effectively applied by the firm, it must make recommendations to the Minister on the improvements it believes necessary. Recommendations.

Certificat.

59. La Régie délivre le certificat susvisé après approbation du ministre.

59. The Régie shall issue the certificate contemplated above after approval by the Minister. Certificate.

Retrait.

La Régie peut, avec l'accord du ministre et pour des raisons valables, retirer le certificat.

With the approval of the Minister and for valid cause, the Régie may revoke the certificate. Revocation.

Nombre d'administrés de langue anglaise.

60. La Régie établit tous les trois ans, pour chaque organisme municipal et scolaire, le nombre d'administrés de langue anglaise. Elle utilise, pour ce faire, les statistiques disponibles, les archives et documents des organismes en question et les autres renseignements qu'elle peut obtenir.

60. Every three years, the Régie shall ascertain the number of English-speaking persons administered in each municipal and school body. For that purpose, it shall consult the available statistics, the records and documents of the bodies in question and any other information it may obtain. Number of English-speaking to be ascertained.

Publication.

Elle publie alors dans la *Gazette officielle du Québec*, en se basant sur les renseigne-

On the basis of the information so acquired, it shall then publish, in the Publication.

ments ainsi obtenus, une liste des corps municipaux et scolaires visés à l'article 9 et une liste de ceux visés à l'article 13.

Critère d'application.

Ces listes, qui sont incontestables, servent d'unique critère pour l'application des articles 9, 13 et 45.

Révision de décision.

La Régie peut, pour cause, réviser toute décision qu'elle a rendue en vertu du présent article, à la demande de toute personne intéressée.

Québec Official Gazette, a list of the municipal and school bodies contemplated in section 9 and a list of those contemplated in section 13.

These lists shall be incontestable and shall be the sole criterion for the application of sections 9, 13 and 45.

The Régie, for cause, upon the application of any interested person, may review any decision it has rendered under this section.

Lists incontestable.

Review of decision.

SECTION II

COMPOSITION ET ACTIVITÉS DE LA RÉGIE

DIVISION II

COMPOSITION AND OPERATIONS OF THE RÉGIE

Membres. **61.** La Régie est composée de neuf membres, dont le président et deux vice-présidents, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Mandat. Le président et les vice-présidents sont nommés pour au plus dix ans et les autres membres pour au plus cinq ans.

Honoraires, etc. **62.** Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe les honoraires, les allocations ou le traitement du président et des vice-présidents de la Régie ou, le cas échéant, leur traitement supplémentaire.

Indemnisation. Les autres membres ne sont pas rémunérés. Toutefois, ils ont droit au remboursement des frais justifiables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions et ils reçoivent une allocation de présence fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Serments. **63.** Les membres de la Régie doivent, avant de commencer à exercer leurs fonctions, prêter les serments prévus aux annexes A et B de la Loi de la fonction publique.

Incompatibilité. **64.** La qualité de président ou de vice-président de la Régie est incompatible avec l'exercice de toute autre fonction.

Remplacement du président. **65.** Au cas d'incapacité d'agir du président, ses pouvoirs sont exercés par le vice-président qu'il désigne ou, si le président est incapable de faire cette désignation, par le vice-président désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil.

61. The Régie is composed of nine members, including the president and two vice-presidents, appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

The president and the vice-presidents shall be appointed for not more than ten years and the other members for not more than five years.

62. The Lieutenant-Governor in Council shall determine the fees, allowances or salaries of the president and the vice-presidents of the Régie, or, as the case may be, their additional salaries.

The other members shall not be remunerated. They are entitled however to reimbursement of their justifiable expenses in the exercise of their functions and they shall receive an attendance allowance fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

63. Before entering on their functions, the members of the Régie shall take the oaths provided in Schedules A and B to the Civil Service Act.

64. The office of president or vice-president of the Régie is incompatible with any other office.

65. If the president is unable to act, his powers shall be exercised by the vice-president designated by him, or, if he is unable to make such designation, by the vice-president designated by the Lieutenant-Governor in Council.

Composition.

Terms.

Fees, allowances, etc.

No remuneration for other members.

Oaths.

Incompatible office.

Replacement of president.

- Fonctions continuées.** **66.** Nonobstant l'expiration de leur mandat, les membres de la Régie restent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.
- 66.** Notwithstanding the expiry of their term, the members of the Régie shall remain in office until they are reappointed or replaced. Term continued.
- Intérêt personnel.** **67.** Les membres de la Régie ne peuvent prendre part aux délibérations sur une question dans laquelle ils ont un intérêt personnel.
- 67.** The members of the Régie shall not participate in the discussion of matters in which they have a personal interest. Personal interest.
- Décision de la Régie.** La Régie décide s'ils ont un intérêt personnel dans la question; les membres en cause ne peuvent participer à pareille décision.
- The Régie shall decide whether they have any personal interest in the matter; the members in question shall have no part in such decision. Discretion of Régie.
- Quorum.** **68.** Le quorum de la Régie est constitué de trois membres, dont le président ou l'un des vice-présidents.
- 68.** Three members of the Régie, including the president or one of the vice-presidents, are a quorum. Quorum.
- Voix prépondérante.** La voix du président est prépondérante.
- The president has a casting vote. Casting vote.
- Séances simultanées.** **69.** La Régie peut siéger simultanément en plusieurs divisions composées chacune d'au moins trois membres, lesquels sont désignés par le président.
- 69.** The Régie may sit simultaneously in several sections each composed of at least three members designated by the president. Simultaneous sittings.
- Voix prépondérante.** La voix du président de toute division est prépondérante.
- The president of each section has a casting vote. Casting vote.
- Siège.** **70.** La Régie a son siège dans la Ville de Québec ou dans celle de Montréal selon que le décide le lieutenant-gouverneur en conseil par un arrêté qui entre en vigueur sur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.
- 70.** The head office of the Régie is in the City of Québec or in the City of Montreal, as the Lieutenant-Governor in Council may decide by an order which shall come into force on publication in the *Québec Official Gazette*. Head office.
- Bureau.** La Régie a aussi un bureau dans l'une des villes susvisées dans laquelle elle n'a pas son siège.
- The Régie shall also have an office in that city of the two mentioned above in which it does not have its head office. Other office.
- Lieu des séances.** **71.** La Régie peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.
- 71.** The Régie may hold sittings anywhere in the province of Québec. Place of sittings.
- Fréquence.** Elle doit se réunir au moins une fois par mois.
- It must meet at least once each month. Time.
- Authenticité des procès-verbaux, etc.** **72.** Sont authentiques les procès-verbaux des séances approuvés par la Régie et certifiés par le président ou le secrétaire. Il en est de même des documents ou des copies émanant de la Régie ou faisant partie de ses archives, lorsqu'ils sont signés par le président de la Régie ou le directeur général.
- 72.** The minutes of sittings approved by the Régie and certified by the president or the secretary are authentic. The same applies to documents or copies emanating from the Régie or forming part of its records, if they are signed by the president of the Régie or the director general. Minutes, etc., authentic.
- Directeur général.** **73.** L'administration courante de la Régie relève d'un directeur général, qui est nommé par celle-ci.
- 73.** The Régie shall appoint a director general, who shall have the day to day administration thereof. Director general.

- Exercice de fonctions.** Le directeur général exerce ses fonctions conformément aux règlements adoptés par la Régie. **The director general shall exercise his functions in conformity with the by-laws adopted by the Régie.** **Exercice of functions.**
- Nomination du directeur général, etc.** **74.** Le directeur général et les autres membres du personnel de la Régie sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14). **74.** The director general and the other staff members of the Régie shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14). **Appointment of director general, etc.**
- Pouvoirs d'un sous-chef.** Le président de la Régie exerce à cet égard les pouvoirs que ladite loi attribue aux sous-chefs de ministère. **The president of the Régie shall exercise in this regard the powers granted by the said act to the deputy-heads of departments.** **President's powers.**
- Immunité.** **75.** Les membres de la Régie et de son personnel ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis par eux de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions. **75.** The members and the staff of the Régie shall not be prosecuted for official acts performed in good faith in the exercise of their functions. **Immunity.**
- Recours prohibés.** **76.** Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre la Régie ou les membres de la Régie, lorsque ceux-ci agissent en leur qualité officielle. **76.** No extraordinary recourse provided in articles 834 to 850 of the Code of Civil Procedure shall be exercised nor shall any injunction be granted against the Régie or the members of the Régie when they act in their official capacity. **Recourses denied.**
- Annulation de bref, etc.** **77.** Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction allant à l'encontre de l'article 76. **77.** Two judges of the Court of Appeal may, upon motion, summarily annul any writ, order or injunction inconsistent with section 76. **Annulment of writ, etc.**

CHAPITRE III

ENQUÊTES

- Commissaires-enquêteurs.** **78.** Un commissaire-enquêteur en chef et des commissaires-enquêteurs sont nommés à la Régie. Ces personnes ainsi que le personnel qui les seconde sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique. **78.** A chief investigation-commissioner and investigation commissioners shall be appointed to the Régie. These persons and their support staff shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act. **Investigation commissioners.**
- Fonctions.** Outre les attributions qui lui sont conférées ci-dessous, le commissaire-enquêteur en chef dirige, coordonne et répartit, sous l'autorité de la Régie, le travail des commissaires-enquêteurs. **In addition to his attributions under the sections following, the chief investigation-commissioner shall, under the authority of the Régie, direct, coordinate and assign the work of the investigation commissioners.** **Powers.**

- Dispositions applicables.** **79.** Les articles 75 et 76 s'appliquent au commissaire-enquêteur en chef, aux commissaires-enquêteurs et à leur personnel. **79.** Sections 75 and 76 apply to the chief investigation-commissioner, to the investigation commissioners and to their staff. **Provisions to apply.**

Enquêtes.	<p>80. Les commissaires-enquêteurs procèdent à des enquêtes chaque fois qu'ils ont raison de croire que la présente loi n'a pas été observée ou qu'une entreprise ne se conforme pas aux exigences d'un programme visé aux articles 29 et 39.</p>	<p>80. The investigation commissioners shall make an inquiry whenever they have reason to believe that this act has not been observed or that a business firm fails to comply with the requirements of a program contemplated in sections 29 and 39.</p>	Inquiries.
Idem.	<p>Doivent également, à la demande du ministre, faire l'objet d'enquêtes de la part des enquêteurs, les demandes de certificat faisant l'objet de l'article 59.</p>	<p>Applications for certificates provided for in section 59 must also be inquired into by the commissioners, at the request of the Minister.</p>	Idem.
Demande d'enquête.	<p>81. Toute personne ou tout groupe de personnes peut demander une enquête.</p>	<p>81. Any person or group of persons may petition for an inquiry.</p>	Petition for inquiry.
Motifs de refus d'enquêter.	<p>82. Les commissaires-enquêteurs doivent refuser d'enquêter dans les cas où :</p> <p><i>a)</i> ils n'ont pas la compétence voulue aux termes de la présente loi;</p> <p><i>b)</i> les requérants disposent d'un appel ou d'un recours suffisant;</p> <p><i>c)</i> les requérants auraient pu présenter leur demande plus d'un an auparavant;</p> <p><i>d)</i> la question en est une qui relève du Protecteur du citoyen.</p>	<p>82. The investigation commissioners must refuse to make an inquiry :</p> <p><i>(a)</i> if they do not have the required competence under the terms of this act;</p> <p><i>(b)</i> if the petitioners have a right of appeal or other sufficient recourse;</p> <p><i>(c)</i> if the petitioners could have brought their petition more than one year previously;</p> <p><i>(d)</i> if the question is a matter within the jurisdiction of the Public Protector.</p>	Refusing inquiry.
Dossier au Protecteur du citoyen.	<p>Dans le cas prévu au paragraphe <i>d</i>, les commissaires-enquêteurs font parvenir le dossier au Protecteur du citoyen.</p>	<p>In the case contemplated in subparagraph <i>d</i>, the investigation-commissioners shall forward the record to the Public Protector.</p>	Record to Public Protector.
Motifs de refus d'enquêter.	<p>83. Les commissaires-enquêteurs peuvent refuser d'enquêter lorsqu'ils estiment que :</p> <p><i>a)</i> les requérants n'ont pas un intérêt personnel suffisant;</p> <p><i>b)</i> la demande est frivole, vexatoire ou de mauvaise foi;</p> <p><i>c)</i> les circonstances ne le justifient pas.</p>	<p>83. The investigation commissioners may refuse to make an inquiry if, in their opinion,</p> <p><i>(a)</i> the petitioners do not have a sufficient personal interest;</p> <p><i>(b)</i> the petition is frivolous, vexatious or in bad faith;</p> <p><i>(c)</i> the circumstances do not justify it.</p>	Refusing inquiry.
Avis aux requérants.	<p>84. En cas de refus, les commissaires-enquêteurs doivent en informer les requérants, leur en donner les motifs et leur indiquer les éventuels droits de recours dont ils disposent.</p>	<p>84. If they refuse the petition, the investigation commissioners must notify the petitioners, give them the reasons for their refusal, and advise them of their other recourses, if any.</p>	Notice in case of refusal.
Contenu des demandes.	<p>85. Les demandes d'enquêtes doivent être faites par écrit et être accompagnées de renseignements établissant les motifs des requérants ainsi que leur identité.</p>	<p>85. Petitions for inquiry must be in writing and be accompanied with indications of the grounds on which they are based and identification of the petitioners.</p>	Petitions in writing.
Assistance des commissaires.	<p>86. Les requérants ont droit à l'assistance des commissaires-enquêteurs et de leur personnel pour la rédaction de leurs demandes.</p>	<p>86. The petitioners are entitled to the assistance of the investigation commissioners and their staff to draw up their petitions.</p>	Assistance.

Pouvoirs de commissaires.

87. Pour leurs enquêtes, les commissaires-enquêteurs et les membres de leur personnel qu'ils désignent sont investis des pouvoirs et de l'immunité accordés aux commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

87. For the purposes of their inquiries, the investigation commissioners and any members of their staff they may designate are vested with the powers and immunity granted commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

Powers of investigation.

Dispositions applicables.

88. Les articles 307, 308 et 309 du Code de procédure civile s'appliquent aux témoins entendus par les commissaires-enquêteurs.

88. Articles 307, 308 and 309 of the Code of Civil Procedure apply to witnesses heard by the investigation commissioners.

Provisions to apply.

Invitation aux parties de se faire entendre.

89. Lorsque les commissaires-enquêteurs chargés d'une enquête estiment qu'il y a manquement à un programme visé aux articles 29 et 39 ou que la présente loi n'a pas été observée, ils doivent, en terminant leur enquête, inviter les parties en cause à se faire entendre devant la Régie.

89. When the investigation commissioners entrusted with an inquiry consider that a program contemplated in sections 29 and 39 is not being properly applied or that this act has not been observed, they must, at the conclusion of their inquiry, invite the parties concerned to appear before the Régie.

Inviting parties to be heard.

Audition par la Régie.

90. La Régie entend les parties en cause. Elle peut se faire communiquer tous les documents et renseignements qu'elle estime indispensables pour l'instruction de l'affaire et entendre toutes les personnes intéressées.

90. The Régie shall hear the parties concerned. It may have all the documents and information it considers essential to the hearing communicated to it and hear all the interested persons.

Hearing parties.

Dispositions applicables.

Les articles 87 et 88 s'appliquent à la Régie et à ses membres ainsi qu'aux témoins qu'ils entendent.

Sections 87 and 88 apply to the Régie and its members and to the witnesses appearing before it.

Provisions to apply.

Avis au chef du ministère.

91. Si la Régie conclut que la présente loi n'a pas été observée, elle en avise le chef du ministère ou de l'organisme intéressé.

91. If the Régie concludes that this act has not been observed, it shall give notice of that fact to the head of the interested department or agency.

Notice to head of department.

Recommandations.

Elle peut joindre à l'avis qu'elle donne ainsi les recommandations qu'elle juge utiles et requérir d'être informée des mesures d'une part envisagées et d'autre part prises pour leur mise en application.

It may add to the notice so given the recommendations it considers expedient and it may require that it be kept informed of the measures envisaged, on the one hand, and, on the other hand, of those adopted, to implement such recommendations.

Recommendations.

Avis aux intéressés.

Lorsque la Régie est d'avis que justice a été rendue, elle doit également en aviser les personnes intéressées.

When, in the opinion of the Régie, justice has been done, it must also notify the interested persons of that fact.

Notice.

Avis au lt-gouv. en conseil, etc.

92. La Régie peut, si elle juge qu'il n'est pas donné suite à ses recommandations assez rapidement, en aviser le lieutenant-gouverneur en conseil ou, si elle le juge à propos, soumettre un rapport spécial au ministre, qui le dépose sans délai à l'Assemblée nationale; elle peut

92. If the Régie considers that its recommendations have not been followed with sufficient haste, it may notify the Lieutenant-Governor in Council, or, if it sees fit, submit a special report to the Minister, who shall immediately lay it before the National Assembly; it may also,

Notice when recommendations not followed.

aussi choisir d'exposer la situation dans son rapport annuel.

if it so chooses, set forth the situation in its annual report.

Modifications au cas d'injustice, etc.

93. Si la Régie est d'avis qu'une personne a subi une injustice en raison de la teneur d'une loi ou d'un règlement, elle peut suggérer des modifications au lieutenant-gouverneur en conseil et, si elle le juge à propos, soumettre un rapport spécial au ministre, qui le dépose sans délai à l'Assemblée nationale; elle peut aussi choisir d'exposer la situation dans son rapport annuel.

93. If, in the opinion of the Régie, a person has suffered an injustice by the effect of any act or regulation, it may suggest amendments to the Lieutenant-Governor in Council and, if it sees fit, submit a special report to the Minister, who shall immediately lay it before the National Assembly; it may also, if it so chooses, set forth the situation in its annual report.

Amendments suggested and special report.

Compétence du Protecteur du citoyen.

94. Le Protecteur du citoyen peut être saisi directement d'une question découlant de la présente loi et relevant de sa compétence.

94. The Public Protector may be seized directly with any matter arising under this act within his jurisdiction.

Public Protector.

Information aux requérants.

95. Les commissaires-enquêteurs doivent, après avoir fait enquête sans que la Régie soit par la suite saisie de l'affaire, informer les requérants du résultat de l'enquête dans un délai raisonnable.

95. The investigation commissioners, after making an inquiry which does not entail referral of the matter to the Régie, must inform the petitioners of the results of the inquiry within a reasonable period of time.

Results of inquiry.

Rapport annuel.

96. La Régie doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, remettre au ministre un rapport de ses activités de l'année civile précédente, sur l'état de la langue française au Québec et sur les enquêtes effectuées.

96. Not later than 31 March each year, the Régie must submit to the Minister a report of its activities of the preceding calendar year, on the state of the French language in the province of Québec and on the inquiries made.

Annual report.

Dépôt.

Le ministre dépose ce rapport devant l'Assemblée nationale s'il le reçoit en cours de session; sinon dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

The Minister shall lay such report before the National Assembly if he receives it during a session, or, if between sessions, within thirty days of the opening of the next session.

Deposit.

Infraction et peine.

97. Tout membre de la Régie ou de son personnel qui se rend coupable d'indiscrétion sur des questions reliées à l'exercice de ses fonctions, commet une infraction et est passible de poursuites sommaires pouvant entraîner, outre toutes autres peines éventuellement encourues, une amende de \$100 à \$1,000 et le paiement des frais.

97. Every member of the Régie or its staff who is guilty of an indiscretion regarding any question in connection with the exercise of his functions commits an offence and is liable to summary prosecution which may entail, in addition to any other penalties possibly incurred, a fine of \$100 to \$1,000 and payment of the costs.

Offence and penalty.

Exemption de témoigner, etc.

98. Nonobstant toute autre loi, ni les membres de la Régie ni son personnel ne peuvent être contraints de témoigner ou déposer des documents, relativement aux questions reliées à l'exercice de leurs fonctions.

98. Notwithstanding any other provision of law, neither the members of the Régie nor its staff shall be compelled to testify or to file documents in relation to any question in connection with the exercise of their functions.

No compulsion to testify, etc.

Immunité
découlant
de publi-
cation de
rapports.

99. Aucune action civile ne peut être intentée en raison ou en conséquence de la publication de tout ou partie des rapports faits par la Régie en vertu de la présente loi, ou de la publication, de bonne foi, de résumés desdits rapports.

99. No civil action may be instituted by reason or in consequence of the publication of the whole or part of the reports made by the Régie in virtue of this act, or of the publication in good faith of summaries of such reports.

Immunity
from
action.

TITRE V

DISPOSITIONS FINALES

Préavis
des
projets de
règlement.

100. Les projets de règlement ayant trait à la présente loi ne peuvent être adoptés que moyennant préavis de quatre-vingt-dix jours publié dans la *Gazette officielle du Québec* et en reproduisant le texte.

100. Draft regulations related to this act shall be adopted only on prior notice of ninety days published in the *Québec Official Gazette* together with the text of the draft.

Prior
notice of
draft reg-
ulations.

Entrée en
vigueur.

Les règlements susdits entrent en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* soit d'un avis signalant qu'ils ont reçu l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, soit, en cas de modification par ce dernier, de leur texte définitif.

The regulations mentioned above shall come into force on the day of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice of their approval by the Lieutenant-Governor in Council or, if amended by him, approval of the final text.

Coming
into force.

Applica-
tion de
la loi.

101. Le ministre désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil est chargé de l'application de la présente loi.

101. The Minister designated by the Lieutenant-Governor in Council is entrusted with the application of this act.

Minister
to apply
act.

Rapport
à l'As-
semblée.

102. Dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session, le ministre soumet à l'Assemblée nationale un rapport détaillé sur les activités de son ministère dans le domaine de la diffusion de la langue française au cours de l'année financière précédente.

102. Within fifteen days of the opening of each session, the Minister shall submit a detailed report to the National Assembly of the activities of his department devoted to dissemination of the French language during the preceding fiscal year.

Report of
activities.

C.c., aa.
1682c,
1682d, ab.

103. Les articles 1682c et 1682d du Code civil, édictés par l'article 1 du chapitre 40 des lois de 1910, sont abrogés.

103. Articles 1682c and 1682d of the Civil Code, enacted by section 1 of chapter 40 of the statutes of 1910, are repealed.

C.C., aa.
1682c,
1682d,
repealed.

S.R., c.
57, a. 3,
mod.

104. L'article 3 de la Loi du ministère des affaires culturelles (Statuts refondus, 1964, chapitre 57), modifié par l'article 17 du chapitre 26 des lois de 1969, est de nouveau modifié en retranchant le paragraphe a.

104. Section 3 of the Cultural Affairs Department Act (Revised Statutes, 1964, chapter 57), amended by section 17 of chapter 26 of the statutes of 1969, is amended by striking out paragraph a.

R.S., c.
57, s. 3,
am.

Id., a. 13,
ab.

105. L'article 13 de ladite loi est abrogé.

105. Section 13 of the said act is repealed.

Id., s. 13,
repealed.

Id., a. 14,
ab.

106. L'article 14 de ladite loi, remplacé par l'article 4 du chapitre 9 des lois de 1969, est abrogé.

106. Section 14 of the said act, replaced by section 4 of chapter 9 of the statutes of 1969, is repealed.

Id., s. 14,
repealed.

- S.R., c. 57, a. 14a, ab. **107.** L'article 14a de ladite loi, édicté par l'article 4 du chapitre 9 des lois de 1969, est abrogé.
- Id., a. 15, ab. **108.** L'article 15 de ladite loi est abrogé.
- S.R., c. 235, a. 203, mod. **109.** L'article 203 de la Loi de l'ins-truction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235), modifié par l'article 1 du chapitre 62 des lois de 1966/1967, l'article 2 du chapitre 67 et l'article 2 du chapitre 9 des lois de 1969 et l'article 43 du chapitre 67 des lois de 1971, est de nouveau modifié en remplaçant les paragraphes 3° et 4° par les suivants:
« 3° De prendre les mesures nécessaires pour que les cours du niveau de la première année à celui de la onzième inclusivement, adoptés ou reconnus pour les écoles publi-ques catholiques ou protestantes, selon le cas, soient dispensés à tous les enfants domiciliés dans le territoire soumis à leur juridiction s'il sont jugés aptes à suivre ces cours et désireux de s'y inscrire. À cette fin, les commissaires ou les syndics d'écoles doivent prendre l'une ou plusieurs des mesures suivantes, à savoir, organiser ces cours dans leurs écoles ou se prévaloir des dispositions des articles 469 à 495 ou de l'article 496;
« 4° De s'assurer que les cours d'études dispensés dans leurs écoles sont conformes aux programmes d'études et aux règle-ments édictés ou approuvés pour les écoles publiques catholiques, protestantes ou autres, selon le cas; ».
- Cours d'étude; **109.** Section 203 of the Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235), amended by section 1 of chapter 62 of the statutes of 1966/1967, section 2 of chapter 67 and section 2 of chapter 9 of the statutes of 1969 and section 43 of chapter 67 of the statutes of 1971, is again amended by replacing paragraphs 3 and 4 by the following:
“(3) To take the measures necessary to have the courses from the first year level to the eleventh year level inclusively, adopted or recognized for Catholic or Protestant public schools, as the case may be, given to all the children domiciled in the territory under their jurisdiction if they are deemed capable of following such courses and desirous of enrolling for them. For that purpose, the school commissioners or trustees must adopt one or more of the following measures, namely, provide such courses in their schools or avail themselves of the provisions of sections 469 to 495 or of section 496;
“(4) To ensure that the courses of study given in their schools comply with the curricula and regulations prescribed or approved for Catholic, Protestant or other public schools, as the case may be;”.
- Idem. **110.** L'article 2 de la Loi du ministère de l'éducation (Statuts refondus, 1964, chapitre 233), modifié par l'article 1 du chapitre 9 des lois de 1969, est de nou-veau modifié en retranchant le deuxième alinéa.
- S.R., c. 233, a. 2, mod. **110.** Section 2 of the Education Department Act (Revised Statutes, 1964, chapter 233), amended by section 1 of chapter 9 of the statutes of 1969, is again amended by striking out the second para-graph.
- 1968, c. 68, a. 3, mod. **111.** L'article 3 de la Loi du ministère de l'immigration (1968, chapitre 68), modifié par l'article 3 du chapitre 9 des lois de 1969, est de nouveau modifié en retran-chant le paragraphe e.
- 1968, c. 68, s. 3, am. **111.** Section 3 of the Immigration Department Act (1968, chapter 68), amen-ded by section 3 of chapter 9 of the stat-utes of 1969, is again amended by striking out subparagraph e.
- 1969, c. 9, ab. **112.** La Loi pour promouvoir la lan-gue française au Québec (1969, chapitre 9) est abrogée.
- R.S., c. 57, s. 14a, repealed. **107.** Section 14a of the said act, en-acted by section 4 of chapter 9 of the statutes of 1969, is repealed.
- Id., s. 15, repealed. **108.** Section 15 of the said act is re-pealed.
- R.S., c. 235, s. 203, am. **109.** Section 203 of the Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235), amended by section 1 of chapter 62 of the statutes of 1966/1967, section 2 of chapter 67 and section 2 of chapter 9 of the statutes of 1969 and section 43 of chapter 67 of the statutes of 1971, is again amended by replacing paragraphs 3 and 4 by the following:
“(3) To take the measures necessary to have the courses from the first year level to the eleventh year level inclusively, adopted or recognized for Catholic or Protestant public schools, as the case may be, given to all the children domiciled in the territory under their jurisdiction if they are deemed capable of following such courses and desirous of enrolling for them. For that purpose, the school commissioners or trustees must adopt one or more of the following measures, namely, provide such courses in their schools or avail themselves of the provisions of sections 469 to 495 or of section 496;
“(4) To ensure that the courses of study given in their schools comply with the curricula and regulations prescribed or approved for Catholic, Protestant or other public schools, as the case may be;”.
- Courses of study; **109.** Section 203 of the Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235), amended by section 1 of chapter 62 of the statutes of 1966/1967, section 2 of chapter 67 and section 2 of chapter 9 of the statutes of 1969 and section 43 of chapter 67 of the statutes of 1971, is again amended by replacing paragraphs 3 and 4 by the following:
“(3) To take the measures necessary to have the courses from the first year level to the eleventh year level inclusively, adopted or recognized for Catholic or Protestant public schools, as the case may be, given to all the children domiciled in the territory under their jurisdiction if they are deemed capable of following such courses and desirous of enrolling for them. For that purpose, the school commissioners or trustees must adopt one or more of the following measures, namely, provide such courses in their schools or avail themselves of the provisions of sections 469 to 495 or of section 496;
“(4) To ensure that the courses of study given in their schools comply with the curricula and regulations prescribed or approved for Catholic, Protestant or other public schools, as the case may be;”.
- Idem. **110.** Section 2 of the Education Department Act (Revised Statutes, 1964, chapter 233), amended by section 1 of chapter 9 of the statutes of 1969, is again amended by striking out the second para-graph.
- 1968, c. 68, s. 3, am. **111.** Section 3 of the Immigration Department Act (1968, chapter 68), amen-ded by section 3 of chapter 9 of the stat-utes of 1969, is again amended by striking out subparagraph e.
- 1969, c. 9, repealed. **112.** The Act to promote the French language in Québec (1969, chapter 9) is repealed.

- 1973, c. 43, aa. 45-48, 197, ab. et a. 41, mod. **113.** Les articles 45 à 48 et 197 du Code des professions (1973, chapitre 43) sont abrogés et l'article 41 dudit Code est modifié en remplaçant, dans la première ligne, le chiffre « 47 » par ce qui suit: « 22 de la Loi sur la langue officielle ».
- 1973, c. 43, ss. 46-48, 197, and s. 41, am. **113.** Sections 46 to 48 and 197 of the Professional Code (1973, chapter 43) are repealed and section 41 of the said Code is amended by replacing the figure "47" in the first line by the following: "22 of the Official Language Act".
- Personnel de l'Office de la langue française. **114.** Les membres du personnel du ministère de l'éducation affectés à l'Office de la langue française demeurent en fonction au ministère de l'éducation jusqu'à ce que le lieutenant-gouverneur en conseil décide de les muter.
- Staff members of French Language Bureau. **114.** The staff members of the Department of Education assigned to the French Language Bureau shall continue to be employed at the Department of Education until the Lieutenant-Governor in Council decides to transfer them.
- Interprétation. **115.** Dans les lois ou proclamations ainsi que dans les arrêtés en conseil, contrats ou documents:
a) les renvois aux dispositions abrogées par la présente loi sont réputés renvoyer à la présente loi;
b) l'expression « Office de la langue française » s'entend de la Régie de la langue française.
- Interpretation. **115.** In any act, proclamation, order in council, contract or document:
(a) references to provisions repealed by this act are presumed to refer to this act;
(b) the expression "French Language Bureau" is to be construed as *Régie de la langue française*.
- Paiement des dépenses. **116.** Les sommes mises à la disposition du ministère de l'éducation au poste de l'Office de la langue française sont affectées au paiement des dépenses engagées pour l'application de la présente loi; les dépenses supplémentaires engagées pour l'application de la présente loi sont payées, pour les exercices financiers 1974/1975 et 1975/1976, à même le fonds consolidé du revenu.
- Payment of expenses. **116.** The sums made available to the Department of Education under the entry of the French Language Bureau shall be affected to the payment of the expenditures incurred toward the application of this act; the supplementary expenditures incurred toward the application of this act shall be paid for the 1974/1975 and 1975/1976 fiscal years out of the consolidated revenue fund.
- Date d'application. **117.** Les articles 6 à 9, le premier alinéa de l'article 10 et l'article 13 s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 1976 dans le cas des organismes municipaux et à compter du 1^{er} juillet 1976 dans le cas des organismes scolaires.
- Date of application. **117.** Sections 6 to 9, the first paragraph of section 10 and section 13 apply from 1 January 1976 in the case of municipal bodies and from 1 July 1976 in the case of school bodies.
- Idem. **118.** L'article 19 s'applique à compter du 1^{er} janvier 1976.
- Idem. **118.** Section 19 applies from 1 January 1976.
- Idem. **119.** L'article 21 s'applique à la délivrance d'un permis à un citoyen canadien à compter du 1^{er} juillet 1976.
- Idem. **119.** Section 21 applies to the issue of a permit to a Canadian citizen from 1 July 1976.
- Idem. **120.** Les articles 33, 35 et 36 s'appliquent à compter du 31 juillet 1974.
- Idem. **120.** Sections 33, 35 and 36 apply from 31 July 1974.
- Idem. **121.** Les articles 40 à 44 s'appliquent à compter du 1^{er} septembre 1974, mais les règlements prévus à ces articles peuvent
- Idem. **121.** Sections 40 to 44 apply from 1 September 1974 but the regulations provided for in such sections may be adopted

être adoptés et publiés avant cette date, pour prendre effet à cette date.

Disposi-
tions non
applica-
bles.

Les articles 40 à 44 ne s'appliquent pas à l'égard des inscriptions faites pour l'année scolaire 1974/1975.

Entrée en
vigueur.

122. Les articles 26 à 29, 34, 39, 78 à 99 et 111 entreront en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Entrée en
vigueur.

123. Sous réserve de l'article 122, la présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

and published before that date, to become effective on that date.

Sections 40 to 44 do not apply in respect of registrations for the school year 1974/1975. Provisions not to apply.

122. Sections 26 to 29, 34, 39, 78 to 99 and 111 shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council. Coming into force.

123. Subject to section 122, this act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.

ANNEXE

A. Administration publique

1. Le gouvernement et ses ministères;

2. Les organismes gouvernementaux:

Les organismes dont le lieutenant-gouverneur en conseil ou un ministre nomme la majorité des membres, dont la loi ordonne que les fonctionnaires ou employés soient nommés ou rémunérés suivant la Loi de la fonction publique, ou dont les ressources proviennent, pour la moitié ou plus, du fonds consolidé du revenu;

3. Les organismes municipaux et scolaires:

a) les communautés urbaines:

La Communauté urbaine de Québec, la Communauté urbaine de Montréal et la Communauté régionale de l'Outaouais, la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec, le Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain, la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal, la Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais, la Société d'aménagement de l'Outaouais, la Commission de transport de la Ville de Laval et la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal;

b) les municipalités:

Les corporations de cité, de ville, de village, de campagne ou de comté, qu'elles soient constituées en corporation en vertu d'une loi générale ou d'une loi spéciale, ainsi que les autres organismes relevant de l'autorité de ces corporations et participant à l'administration de leur territoire;

SCHEDULE

A. Public administration

1. The government and the government departments;

2. The government agencies:

Agencies to which the Lieutenant-Governor in Council or a minister appoints the majority of the members, to which, by law, the officers or employees are appointed or remunerated in accordance with the Civil Service Act, or at least half of whose resources are derived from the Consolidated Revenue Fund;

3. The municipal and school bodies:

(a) the urban communities:

The Québec Urban Community, the Montreal Urban Community and the Outaouais Regional Community, the Québec Urban Community Transit Commission, the Greater Québec Water Purification Board, the Montreal Urban Community Transit Commission, the Outaouais Regional Community Transit Commission, the Outaouais Development Corporation, the City of Laval Transit Commission and the Montreal South Shore Transit Commission;

(b) the municipalities:

The city, town, village, country and county corporations, whether incorporated under a general law or a special act, and the agencies under the jurisdiction of such corporations which participate in the administration of their territory;

c) les organismes scolaires:

Les commissions scolaires régionales, les commissions scolaires et les corporations de syndicats régies par la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235), le Conseil scolaire de l'Île de Montréal, les collèges d'enseignement général et professionnel et les universités;

B. *Entreprises d'utilité publique*

Les établissements au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, les entreprises de téléphone, de télégraphe, de transport par avion, bateau, autobus ou chemin de fer, les entreprises de production, transport, distribution ou vente de gaz, d'eau ou d'électricité, ainsi que les entreprises titulaires d'une autorisation de la Commission des transports;

C. *Corporations professionnelles*

Les corporations professionnelles dont la liste apparaît à l'annexe I du Code des professions (1973, chapitre 43) sous la désignation de: « corporations professionnelles », ou qui sont constituées conformément audit Code.

(c) the school bodies:

The regional school boards, the school boards and the corporations of school trustees governed by the Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235), the School Council of the island of Montreal, the general and vocational colleges and the universities;

B. *Public utilities*

Establishments within the meaning of the Act respecting health services and social services, the telephone and telegraph companies, the air, ship, autobus and rail transport companies, the companies which produce, transport, distribute or sell gas, water or electricity, and those enterprises which hold authorization from the Transport Commission;

C. *Professional corporations*

The professional corporations listed in Schedule I to the Professional Code (1973, chapter 43) under the designation "professional corporations", or established in accordance with that Code.